

LA CONSCIENCE NATIONALE

Le journal du P.I. - Version web

Volume III No 6



Juin 2011

[DEVENEZ MEMBRE](#)

[FAIRE UN DON](#)

[POUR MILITER](#)

LE QUÉBEC AUX QUÉBÉCOIS!

SOMMAIRE

Texte du chefpages 2 à 5

P.I. Capitale-Nationalepage 6

Texte du P.I. et Poésie nationale.....page 7

La Chronique des indépendantistes.....pages 8 à 9

Perspective indépendantistepage 10 à 11

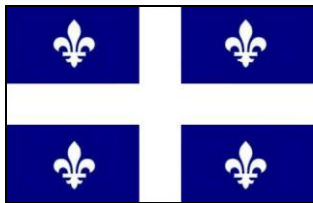
TEXTE DU CHEF – ÉRIC TREMBLAY

Mort du Bloc: indépendance nationale ou assimilation tranquille ?



Éric Tremblay
Chef du P.I.

Rien n'a changé pour notre Nation avec les résultats de l'élection canadienne du 2 mai dernier. Nous sommes toujours une Nation conquise par les armes en 1760, annexée par la force en 1840, mise en minorité définitive lors de l'imposition du *British North America Act* en 1867 et vivant sous une Constitution étrangère rapatriée unilatéralement en 1982 pour y enchâsser une Charte des droits et libertés sacralisant le multiculturalisme afin de mieux nous assimiler grâce à l'immigration massive. Résultat : notre Nation occidentale de langue française... (Suite à la page 2)



Le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête nationale des Québécois, est l'occasion de rappeler au peuple québécois que le Québec n'est pas encore un État indépendant. Le 24 juin retournons à la source de notre fierté, notre indépendance nationale. Bonne Saint-Jean-Baptiste !

P.I. de la Capitale-Nationale

PLQ-PQ-ADQ : La ligue de la soumission

Les médias qui tentent de défendre le gouvernement antinational Charest sont soit partiaux ou soit aveuglés. Dans les deux cas, le peuple québécois est bafoué. Cependant, la vérité doit s'écrire sur ceux qui veulent apparaître comme les défenseurs du Québec. Le PLQ, le PQ et l'ADQ forment ce qui s'apparente à une ligue de la soumission. Ligue de la soumission... (Voir page 6)

SECTION LA UNE (SUITE) - TEXTE DU CHEF**Mort du Bloc: indépendance nationale ou assimilation tranquille ?**

... vieille de 403 ans ne représente plus que 18% de la population d'un pays étranger faussement bilingue, 76% de la population du Québec officiellement français, mais réellement et institutionnellement bilingue, est minoritaire sur l'Île de Montréal, et bientôt le sera dans une métropole balkanisée de plus en plus anglaise aux mille mosquées.

Le Canada a toujours été le tombeau annoncé de notre Nation. Tant que nous ne choisirons pas de nous donner un pays libre et indépendant bien à nous, pour nous et par nous, nous ne pourrons être qu'une minorité ethnique de plus en plus insignifiante dans un Canada multiculturel anglais qui continuera de nous imposer ses lois, nous voler 50 milliards de dollars de nos impôts et taxes par année pour les investir dans ses priorités nationales, négocier les traités internationaux sans tenir compte de nos intérêts nationaux et nous empêcher de nous exprimer librement sur la scène mondiale, notamment à l'ONU, l'OMC et l'UNESCO. Le mythe des deux peuples fondateurs est bel et bien mort avec la Constitution de 1982. Aujourd'hui, les citoyens canadiens des diverses communautés ethniques et religieuses sont plus nombreux que nous qui ne sommes que 6 millions dans un pays qui compte plus de 34 millions d'individus et qui reçoit plus de 280 000 immigrants par année. Leur influence politique est plus importante que la nôtre dans ce «plus beau meilleur pays au monde». C'est grâce à eux, notamment dans la région de Toronto, que le Parti conservateur a réussi à former un gouvernement majoritaire que même l'élection de 75 bloquistes n'aurait pu empêcher. Le Canada n'a plus besoin des votes du Québec pour se donner un gouvernement national majoritaire. Il n'en aura plus jamais besoin avec l'augmentation prochaine des sièges en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Au Québec, les 55 000 immigrants reçus annuellement scelleront notre sort canadien avant longtemps. Alors qu'en 1995, nous étions 61% à voter pour faire du Québec notre Pays, les *Canadians* du Québec et les étrangers néo-citoyens canadiens n'ayant pas le français comme langue maternelle, soit plus de 82% de l'immigration annuelle, opposaient leur veto raciste anti-québécois en votant à 95% contre notre indépendance nationale. Cette réalité n'a pas bougé d'un iota depuis que nos supposées élites nationales péquistes et bloquistes se sont mises à pratiquer l'auto-flagellation identitaire civique interculturelisme dénationalisante au nom de l'ouverture à l'Autre tout en reportant aux calendes grecques le seul moyen auquel ils croient pour faire l'indépendance: le référendum. Comment croire que nous pouvons gagner un référendum alors qu'en 1995 nous formions 82% de la population du Québec, que maintenant nous ne sommes plus que 76%, que dans 10 ans nous ne serons plus que 70%, et que dans 20 ans l'immigration massive nous aura réduit à 65% de la population?

Les indépendantistes québécois ont majoritairement rejeté le Bloc lundi dernier: plus des 3/5 d'entre eux n'ont pas voté pour le Bloc qui n'a récolté que 15% des votes des électeurs inscrits sur la liste électorale. Alors qu'en 1995, 2 323 000 personnes ont voté OUI, en 2011, le Bloc infra-canadien *trudeauisé* progressiste interculturelisme civique pro-immigration massive ayant appuyé le rapport Bouchard-Taylor, véritable Bible des accommodements religieux antinationale, n'a obtenu que 890 000 votes. Les indépendantistes sont écœurés de tourner en rond dans la Province of Quebec et de voir leurs supposés partis nationaux niaiser avec «la puck» avec la question nationale depuis les 16 dernières années tout en collaborant à notre suicide national. Ils veulent voter pour l'indépendance et non pour un bon gouvernement provincial ou faire fonctionner le Canada.

Plus qu'un rejet de la supposée «défense des intérêts du Québec» à Ottawa ou de la «défense des consensus de l'Assemblée nationale» dans un Parlement étranger ou la députation québécoise sera de plus en plus marginalisée, elle qui ne compte actuellement que 75 députés sur 308, et de ce fait, ne peut rien bloquer ni empêcher le «nation building» *canadian*, la majorité des indépendantistes, qui savent que l'indépendance nationale ne pourra qu'être déclarée au Québec, rejettent le discours mollasse, ambivalent, mi-figue mi-raisin, mi-chair mi-poisson des leaders de l'indépendantisme à la boutonnière qui, plutôt que de leur offrir l'occasion de voter pour faire du Québec leur Pays, tentent de les manipuler en faisant passer la gouvernance provinciale du Québec doublée d'une tentative de réforme du fédéralisme canadien pour une «gouvernance souverainiste». Ils savent très bien qu'une vraie gouvernance nationale ne peut advenir qu'après la

Déclaration d'indépendance qui nous donnera les moyens et les pouvoirs de transformer la Province of Quebec multiculturelle en État national français, seul habilité à voter toutes nos lois, à contrôler entièrement son immigration pour assurer l'assimilation des étrangers, prélever tous nos impôts, signer les traités internationaux servant nos intérêts nationaux, et parler en notre propre nom sur la scène mondiale.

Car, en définitive, une Nation se gouverne elle-même en décidant d'être une majorité dans son propre Pays libre et indépendant ou se laisse gouverner par une nation étrangère en acceptant son statut d'éternel minoritaire en voie de folklorisation dans un pays qui n'est pas le sien.

L'urgence de la situation est telle, à cause de la menace que fait peser sur nous l'immigration massive instrumentalisée par Ottawa pour mieux nous assimiler, que nous devons abandonner l'attentisme étapiste péquiste confirmé par Marois, concentrer nos forces au Québec et proposer clairement l'indépendance nationale lors de la prochaine élection générale québécoise en disant à nos compatriotes qu'un vote pour notre parti est un vote pour l'indépendance. Une fois élus à la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, les indépendantistes voteront une Déclaration d'indépendance; adopteront une Constitution républicaine qui fera du Québec un État national français et protégera nos valeurs fondamentales occidentales; réduiront massivement l'immigration; sélectionneront des étrangers qui parleront le français et dont les valeurs seront compatibles aux nôtres; adopteront un code de citoyenneté républicain qui garantira l'assimilation des étrangers à notre Nation.

C'est la seule façon d'unir les indépendantistes, de faire triompher notre volonté nationale, de contrecarrer le veto antiquébécois des *Canadiens et Néo-Canadiens* du Québec et d'empêcher notre assimilation tranquille. C'est ce que propose le Parti indépendantiste, qui lui, ne prend pas les Québécois pour des cons, des incultes politiques ou des gens qui ont peur de prendre leur destinée nationale en main en se donnant la liberté politique. Ceux qui crachent sur le peuple québécois pour la mort du Bloc ont tort. Ce n'est pas lui qu'il faut blâmer, mais les leaders provincialistes sans audace, ni courage, ni détermination, ni résolution qui n'ont toujours pas compris que l'indépendance politique n'était pas une cause par défaut d'un accommodement canadien, mais qu'elle était nécessaire en soi pour assurer la pérennité de notre identité nationale, notre cohésion sociale et notre prospérité économique.

Nous ne voulons pas que la reconnaissance de notre Nation soit enchâssée dans la Constitution des descendants de nos conquérants, nous voulons notre propre Pays libre et indépendant pour nous donner notre propre Constitution nationale et enfin être «Maîtres chez nous»! Nous ne voulons pas d'un accommodement avec Ottawa, nous voulons expulser son autorité illégitime hors de notre territoire national, le Québec. Nous ne voulons pas être dans l'opposition éternelle dans un Parlement étranger pour mieux quémander quelques pouvoirs provinciaux supplémentaires, nous voulons avoir les pleins pouvoirs dans notre Assemblée nationale. Nous ne voulons pas «Parler Québec» jusqu'au Canada, nous voulons parler d'égal à égal avec lui et les autres nations libres de la Terre.

Éric Tremblay
Chef du Parti indépendantiste



www.parti-independantiste.org

TEXTE DU CHEF**La crise au PQ : Opportunité historique pour les indépendantistes**

Dans l'Histoire des peuples, il survient parfois des crises politiques qui sont des occasions rares de prise de conscience permettant la réalisation de grandes choses. L'actuelle crise politique à Québec représente une telle opportunité pour nous, indépendantistes, à la condition bien sûr de ne pas retomber dans les mêmes vieux pièges, à condition de ne pas retomber dans l'équivoque péquiste.

Car avec le PQ, les militants indépendantistes ont presque toujours dû mettre de l'eau dans leur vin, mettre de côté la réalisation de leur idéal national pour se contenter de la formation d'un bon gouvernement provincial. Or, 43 ans après la fondation du PQ et la dissolution du RIN, 37 ans après l'introduction de l'étapisme référendaire qui a dissocié l'indépendance nationale de l'exercice du pouvoir politique, et 16 ans après le référendum volé de 1995, Marois tente encore de nous convaincre qu'une « gouvernance souverainiste », sorte de gestion provincialiste assortie de quémandages à Ottawa, que sa « gouvernance » doit encore passer avant ce pourquoi nous nous battons, avant la proclamation solennelle de notre indépendance nationale. Par fidélité au PQ, certains ont voulu croire Marois comme ils ont cru Bouchard ou Boisclair, mais aujourd'hui, après les démissions des députés indépendantistes Lapointe, Curzi, Aussant et Beaudoin, rappelant celles de l'époque du Beau risque fédéraliste de Lévesque, après les condamnations choc des ex-premiers ministres indépendantistes Parizeau et Landry, qui donc peut encore s'imaginer que la « gouvernance péquiste » puisse être différente de l'« affirmation nationale » d'un Johnson ou de l'autonomisme de l'ADQ ?

Il est grand temps d'agir autrement, il est temps d'oublier nos différends et de s'unir, il est grand temps d'investir le seul parti politique qui propose clairement aux Québécois de faire l'indépendance nationale par l'élection d'une majorité parlementaire : le Parti indépendantiste.

Le Parti indépendantiste a été fondé le 3 février 2008 pour offrir aux Québécois le choix électoral de l'indépendance. Un vote pour le P.I. est un vote pour un État national français libre et indépendant. Finis les compromis, les attermolements, les « coupages » de cheveux en quatre, c'est clair, net et précis ! Depuis plus de trois ans, les militants du P.I., de toutes les générations et de toutes les régions du Québec, convaincus que la prise du pouvoir doit mener à la déclaration de notre indépendance nationale, travaillent sans relâche, mais avec de modestes moyens, à convaincre les Québécois de se donner un Pays afin que notre Nation puisse enfin déterminer librement son avenir. Des cadres sont là, prêts à s'animer, prêts à vous accueillir.

Nous ne voulons pas du pouvoir politique à Québec pour gouverner une province où nos enfants auront l'obligation d'être bilingues, où notre identité historique devra laisser place au pluralisme culturel, où nos richesses seront livrées aux multinationales, nous voulons le pouvoir pour faire du Québec un Pays possédant toutes les prérogatives d'un État national normal afin d'assurer la pérennité de notre Nation, de sa langue française, de sa culture et de son identité uniques au monde, un État national normal qui soit seul maître de notre destin politique, économique, social et culturel, votant toutes nos lois, prélevant tous nos impôts et négociant lui-même et en notre nom des traités internationaux, et tout cela bien sûr dans le respect de la modernité et du développement durable.

Le Parti indépendantiste invite donc tous les indépendantistes du Québec, citoyens, militants, élus, anciens ou présents, à venir rejoindre ses rangs afin que tous ensemble, déterminés, courageux et audacieux, nous puissions offrir aux Québécois le choix de l'indépendance nationale lors de la prochaine élection générale.

Après 403 ans d'histoire en terre d'Amérique et 251 ans de domination politique étrangère, il est l'heure pour notre Nation d'entrer dans le concert des Nations libres de la Terre, l'heure de se donner un Pays... et rien d'autre.

Éric Tremblay
Chef du Parti indépendantiste

Dégelée du Bloc, crise du PQ : Vive l'indépendance !

Si la démission de Pierre Curzi, Lisette Lapointe, Louise Beaudoin et Jean-Martin Aussant secoue tant le Parti québécois, c'est certes parce que les quatre démissionnaires étaient haut placés. Mais c'est surtout parce que ces démissions surviennent dans un parti déjà fragile, faiblard et incohérent dans sa direction et son orientation. Du point de vue du leadership et des priorités de la nation (indépendance, français, intégration des immigrants, énergies stratégiques, etc.), le PQ de Pauline Marois est très en dessous des réquisits du moment.

S'agissant de l'indépendance en particulier, son insignifiance est parfaite : ce parti ne sert plus de toute évidence qu'à faire attendre à rien. Désespérer des « conditions gagnantes », voilà ce que Pauline Marois et ses amis promeuvent avec conviction. C'est cet attentisme débilant qu'ils veulent faire passer sous le clinquant label de « gouvernance souverainiste ». Désaimanter la question nationale de son aboutissement naturel, l'indépendance, ne peut pas donner autre chose que ce parasitage, cette duperie, ce niaisage. Sous la démission des Curzi, Lapointe, Beaudoin, Aussant, il y a le fait que le Parti québécois n'est plus le véhicule de l'indépendance, comme l'ont conclu ouvertement certains. Au contraire, le PQ encombre la route de l'indépendance de son souverainisme de comédie.

Idem pour la dégelée subie par le Bloc québécois au fédéral. Il commençait à être temps que pète la duperie consistant à faire élire des souverainistes dépourvus de politique souverainiste. Rappelez-vous la déclaration de Gilles Duceppe le soir d'une élection très favorable à son parti il y a quelques années (bien sûr, ça se passait au « fédéral », mais c'est la même chose au « provincial » avec le PQ) : « les gens ont élu des souverainistes, déclarait-il, ils n'ont pas voté pour la souveraineté ». Dites donc, quand est-ce qu'on va élire des indépendantistes d'équerre avec leur option ! Le chef souverainiste ne se rendait même pas compte qu'il résumait ainsi avec brio des décennies de contorsionisme péquisto-bloquiste. Bien sûr, Duceppe voulait plutôt, sur le coup, devant les journalistes qui l'interrogeaient, désenervier les Canada lovers. Mais justement, c'est là toute l'affaire de ces deux partis. Ah, le soin qu'ils mettent à bobo-béquer les fédéralistes ! Les partisans les plus innocents ou les plus perfides, au choix, appellent ce dorlotage une stratégie pour l'indépendance (ne pas réveiller le lion qui dort). Faites-nous rire. Une stratégie, ça suppose un combat. Or, au PQ de Pauline Marois, il est où le combat pour l'indépendance ? Il y a bien un étiquetage (« gouvernance souverainiste ») et quelques invocations (le « pays »), mais d'action pour l'indépendance, de politique indépendantiste, nient.

La crise au PQ n'est pas étrangère à la dernière dégelée électorale du Bloc à Ottawa. Le Bloc constituait un rouage majeur de la stratégie référendaire péquiste (référendum au Québec, défense de nos choix à Ottawa). Or Marois, sans évacuer à jamais le référendum, l'a quand même reporté indéfiniment, rendant boiteuse la justification du Bloc à Ottawa. À l'inverse, la dégelée du Bloc ébranle un PQ toujours néanmoins associé à la stratégie référendaire. Juste avant l'élection fédérale, Pauline Marois et Jacques Parizeau exhortèrent les Québécois à voter Bloc. Ils présentaient le coup quasiment comme un devoir national. Aujourd'hui, ils ont l'air fou, mais au lieu de prendre acte du rejet de la soi-disant stratégie référendaire par l'électorat, ils se chicanent sur ses modalités. Tous les deux sont de la sorte en retard sur les attentes de la nation qui, ayant tiré, elle, les leçons du vol référendaire de 1995, ne veut pas, et pour cause, d'un troisième référendum.

Ainsi, les lignes de fracture qui menacent actuellement le Parti québécois ne sont pas nécessairement les bonnes. Le débat sépare deux camps référendaristes alors que c'est le référendum lui-même qui fait problème, comme passage prétendument obligé. Il y a d'un côté, ceux qui veulent un référendum préparé, y compris déjà quand on est dans l'opposition. C'est le sens du discours de Parizeau livré la semaine dernière à l'assemblée des Intellectuels pour la souveraineté (IPSO). De l'autre, ceux qui veulent peut-être un référendum, mais indéfini et indéfiniment reporté — reporté précisément à un moment où on n'aurait pas besoin de le préparer puisque les conditions seraient d'elles-mêmes gagnantes ! On reconnaît là Marois et ses fidèles. Référendisme actif d'un bord, référendisme passif de l'autre, mais toujours le référendisme avec sa dévaluation du mandat de représentation des élus indépendantistes.

Car il faut au contraire et précisément prendre au sérieux la démocratie représentative. C'est par son moyen que va se faire l'indépendance. Elle ne va pas se faire par référendum, ni par la rue. À qui revient-il en effet de faire l'indépendance ? Aux représentants du peuple à l'Assemblée nationale, qui la déclareront par une loi dûment votée. C'est tellement vrai que même un OUI référendaire resterait sans effet si les élus ne votaient pas eux-mêmes l'indépendance. La question nationale relève donc entièrement de la démocratie représentative. Le fiasco péquisto-bloquiste vient du refus historique d'assumer comme il se devait ce mandat de représentation et d'avoir prétendu qu'il fallait plutôt procéder par référendum.

Pas par référendum, ni par la rue, dis-je. En effet, le danger qui guette par ailleurs la renaissance du mouvement populaire pour l'indépendance à laquelle nous assistons — pensons à « Cap sur l'indépendance » par exemple — réside dans la même minimisation du pouvoir représentatif comme moyen indispensable pour faire l'indépendance. Un mouvement populaire, c'est bien et il faut saluer la nouvelle effervescence qui règne ces temps-ci, mais c'est insuffisant. Surtout, le mouvement risque de conduire au découragement s'il n'est relayé politiquement au niveau de la plus haute instance démocratique du peuple québécois. Il faut une formation politique capable de traduire le mouvement en décision à l'Assemblée nationale. Dans la conjoncture, *Cap sur l'indépendance* est sans doute nécessaire pour faire débloquer la situation. Mais il mène dans un cul-de-sac en prétendant que l'indépendance va se faire en dehors de la lutte des partis. Il est faux de dire, comme le fait son (*Suite à la page 6*)

porte-parole Gilbert Paquette, que la question nationale n'est pas une question partisane. L'indépendance, au contraire, a des ennemis politiques et c'est essentiellement la lutte des partis qui la tranche. Elle relève tout à fait de la démocratie représentative qui est lutte de partis. Qu'on reprenne la bataille pour l'indépendance en dehors du PQ, c'est très bien, vu la déchéance de ce parti, mais on s'en va tout droit vers l'échec en faisant croire que l'indépendance va se faire en dehors de la lutte partisane en général. Décoller sans prévoir atterrir conduit à l'écrasement. Or l'atterrissage en cette matière, c'est à l'Assemblée nationale qu'il se fait, pas dans la rue.

Or, pourquoi s'en remettrait-on pour cela à un Parti québécois délaissé par les forces vives de l'indépendance et qui détourne le mouvement national de son aboutissement naturel ? En revanche, la formation politique la plus conséquente et la plus claire sous ce rapport est à coup sûr le Parti indépendantiste (P.I.). Que la rue s'active pour l'indépendance, bravo, mais plus que la rue, c'est le pouvoir que doivent prendre les indépendantistes ; et l'utiliser pour déclarer l'indépendance. Le seul parti dûment constitué qui propose cela et dont l'orientation et le programme reposent sans défaillance là-dessus, c'est le P.I.

On a trop tendance — atavisme péquiste aidant — à tenir l'indépendance pour une affaire très compliquée, exigeant une mobilisation monstre de la nation, une pédagogie hors du commun dans tous les foyers sans exception, des consultations à n'en plus finir, des appuis internationaux quasi miraculeux, un alignement des astres exceptionnel, mettez-en. Là contre, citons Nic Payne :

« Toujours cette manie [chez les « souverainistes »] de présenter la chose qu'on ose à peine nommer [l'indépendance] comme une entreprise titanesque qui consiste à se fabriquer un pays de bout en bout, en soumettant sa conception aux lubies et désirs des uns et des autres, et en s'enfermant dans toutes sortes de processus dilatoires. Du projet de pays [PQ] au pays de projets [QS], on est encore et toujours dans la grande quincaillerie des projets éthérés plutôt que sur la vraie question : l'indépendance politique, ou le maintien de la domination canadienne. À cette heure, les indépendantistes sont donc toujours plus ou moins laissés pour compte. La propension intrinsèque des Québécois à l'émancipation nationale, même si elle est parfois latente ou inconsciente, gît toujours là, plus forte que toutes les gauches, les droites et les centres qu'on nous propose, prête à être aiguillée et menée à son plus noble aboutissement. » (Vigile, 7 juin 2011.)

De toutes les formations indépendantistes, seul le P.I. n'a pas l'esprit gâté par cette exagération, qui n'est d'ailleurs que défaitisme déguisé. Le P.I. a beau être de taille modeste, il existe bel et bien et il a l'avantage sur les « gros » partis d'être, lui, à la hauteur des réquisits de la lutte nationale. Il n'est pas vrai que les Québécois soient orphelins d'un véritable parti indépendantiste. Le P.I. est là, dûment constitué, et la crise du PQ devrait lui être profitable, pour le plus grand bien de la cause indépendantiste elle-même. L'option référendaire, même active (Parizeau), et l'option sans-partiste (Paquette), bien que rafraichissantes en regard de l'insignifiance péquiste actuelle, sont insuffisantes et surtout trompeuses.

Richard Gervais – Ancien président du P.I. et membre dans la circonscription de Matane –

SECTION LA UNE (SUITE) - P.I. de la Capitale-Nationale PLQ-PQ-ADQ : La ligue de la soumission



Capitale-Nationale

P.I. Capitale-Nationale

Les médias qui tentent de défendre le gouvernement antinational Charest sont soit partiels ou soit aveuglés. Dans les deux cas, le peuple québécois est bafoué. Cependant, la vérité doit s'écrire sur ceux qui veulent apparaître comme les défenseurs du Québec. Le PLQ, le PQ et l'ADQ forment ce qui s'apparente à une ligue de la soumission. Ligue de la soumission, car ils n'ont pas le mandat de liquider, ni les acquis du gouvernement du Québec, ni son héritage québécois. Alors que leur reste-t-il comme choix ? La soumission devant les puissances étrangères. Est-ce que leur manque de courage est planifié ou involontaire ? À eux d'en répondre devant le peuple québécois, lors d'élections générales.

Dans le camp libéral, c'est l'image indestructible des barons fédéralistes de la bourgade québécoise qui leur colle à la peau. Eux qui font passer le Conseil de la Fédération comme l'aboutissement du progrès humain. Laissons-les à leur ordre du jour néolibéral pancanadien, pour en venir au camp adéquiste. Les adéquistes, au demeurant, qu'on peut appeler conservateurs tellement ils sont alignés sur le Parti Conservateur du Canada, en matière politique. On ne nous fera pas croire que des conservateurs en mission feront l'indépendance nationale du Québec avec nous, du Parti indépendantiste. Les options d'avenir auront le mérite d'être claires à la prochaine élection.

SECTION – TEXTE DU P.I.

Le pit-pit culturel de Gérard Bouchard

Dans « L'avenir culturel de la nation québécoise », Gérard Bouchard remonte au créneau pour défendre l'« interculturelisme » (*Le Devoir*, 24 mai 2011). Il passe en revue les traits de ce qu'il appelle la

« nation majoritaire » au Québec : « valeurs », « identité », « mémoire nationale », « langue française », pour dire que l'« interculturelisme » est un « modèle de pluralisme » propre à « renforcer la nation québécoise et non à l'affaiblir ». Or, il ne saisit même pas le problème dont il traite : il jette sa boucane *culturelle* sur un problème aux données essentiellement *politiques*.

Depuis quinze ans, les Québécois doivent faire face à un effort systématique, massif et délibéré de minorisation déployé par les gouvernements en place (p. ex. la politique d'immigration du gouvernement Charest). Pendant ce temps-là, Gérard Bouchard, notre pinson historien-sociologue-professeur fait des pit-pit charmeurs sur l'« intégration interculturelle » et la « culture commune » en train de naître. Pas un seul mot sur cette instrumentalisation politique de l'immigration, cette manœuvre antinationale des pouvoirs en place pour diviser le peuple.

Et nos médias servent volontiers d'amplificateur à ce *pit-piteur*, pour la même raison qu'on l'avait choisi dans le temps pour coprésider la commission Bouchard-Taylor. C'est qu'il était le candidat idéal pour déposséder les Québécois de la réalité *politique* de leur problème et en siphonner les données dans son tout-au-culturel. Il ne pouvait en sortir qu'un rapport sans rapport avec les dires et doléances politiques de la nation. Comme quoi, le type d'ouverture à l'Autre promu par le soi-disant « interculturelisme » est en fait et surtout une fermeture politique au Québécois.

Richard Gervais – Ancien président du P.I. et membre dans la circonscription de Matane –



Poésie nationale

Acte d'allégeance à la nation québécoise

« L'indépendance c'est maintenant. À tout instant ! Peu importe le provincialisme, peu importe le fédéralisme, peu importe le militarisme et les usurpations de la monarchie canadienne. Peu importe leurs membres, ni même leurs sympathisants. Ces partisans canadiens et nos institutions qu'ils gouvernent ne sont pas les représentants légitimes de la nation québécoise. Tous les pouvoirs pour gouverner la nation québécoise appartiennent de plein droit au peuple québécois. Alors que notre sentiment d'être en fonde l'essence et la volonté, nous défendrons le droit d'être une grande nation aux lointains horizons. Une nation, des familles et des êtres libérés. Libérés de cette monarchie canadienne qui s'oppose à notre avenir national et notre liberté d'être Québécois. Nous sommes une nation. Nous sommes un pays. Chacun de nous, ensemble. Une Nation. Un État. Un Pays. Une langue. Un passé, un présent et un avenir québécois. »

« Je jure que je défendrai la nation québécoise, son peuple et ses familles contre toute atteinte à son intégrité. »

Luc Duranleau

LA VOIX QUÉBÉCOISE
SECTION - LA CHRONIQUE DES INDÉPENDANTISTES
POUR UN QUÉBEC FORT !

Auteur : Yvon Labbé

De l'autre côté du mur canadien



Les hommes voient des vagues, ils entendent une rumeur, des voix innombrables, et se basant là-dessus, ils jugent du cours que prendra l'avenir et de l'intention cachée dans le cœur de Dieu; mais neuf fois sur dix ils se trompent. C'est pourquoi on dit qu'en histoire c'est toujours l'inattendu qui arrive :

« Mais ce ne serait pas l'inattendu si les hommes pouvaient détourner leur regard de la surface et scruter la substance, s'ils prenaient l'habitude d'écarter les apparences et de pénétrer derrière elles jusqu'à la réalité secrète et masquée, s'ils cessaient de prêter l'oreille au bruit de la vie et écoutaient plutôt son silence.»¹

Ainsi, le Québec, en ces semaines mouvementées de l'élection fédérale pan canadienne, semble noyé dans ce brassage médiatique des opinions diverses et d'autant mélangées à toutes les turbulences du moment.

Ce bruit de fond nous empêche de penser vraiment. L'opinion, justement, prévaut, sur la pensée vaste et profonde. Qu'en est-il donc réellement ?

Le Québec est une Nation. Il a, nominalement et selon toutes les apparences, son Assemblée nationale sur la colline parlementaire et au cœur de sa capitale nationale.

Elle fait face à l'humanité toute entière, cette Assemblée nationale, sur un promontoire rocheux, dont le nom est très

éloquent quant à sa destinée future, la «Citadelle du Cap-Diamant».

De fait, cette Assemblée nationale possède une députation qui s'exerce au parlementarisme d'une démocratie libérale, elle-même assujettie au fédéralisme d'un pouvoir centralisateur, dont on sait le côté néfaste pour tout ce qui a trait à notre identité propre.

Par là, il est clair que nous ne sommes pas une *République québécoise* indépendante, noble et fière de l'être, car nous sommes tout juste capables d'être les perroquets de ce qui fait de nous des sujets bien encagés et surtout, très contents de l'être.

Par là, également, c'est ce qui justifie cette opposition des fédéraux, et c'est d'une évidence à crever les yeux, pour leur faire comprendre que nous ne sommes pas un peuple, que nous ne sommes pas un pays et que nous ne sommes pas, non plus, une Nation. (*Suite à la page 9*)



LA CHRONIQUE DES INDÉPENDANTISTES (suite)

De l'autre côté du mur canadien

Auteur : Yvon Labbé



(Suite de la page 8)

Et puis, selon eux, nous ne serions point capables de l'être, étant donné l'image négative de ce qu'ils savent si bien cultiver chez nous et avec notre complicité bonasse.

Par ailleurs, ce qui n'est pas la moindre des choses, nous avons de même un étendard de haute noblesse et qui a pour appellation légitime le *Fleurdelisé*.

Il représente notre histoire, au cœur flamboyant de l'escarboucle, occultée et qui plus est, il est, en cette manière, le secret de notre avenir, puisqu'il dynamise ce que l'*Unifolié*, le doublet à l'*Union Jack*, nous prive de fait.

Notre devise nationale nous dit de se souvenir.

Nous voudrions affirmer, de plus, que se souvenir c'est se rappeler que c'est la vérité qui triomphe.

Au Québec nous avons besoin de nous souvenir que cette vérité c'est celle-là même de notre existence nationale.

C'est ce que l'on s'évertue, de l'intérieur comme de l'extérieur, à vouloir effacer à tout prix et par tous les moyens possibles.

L'éducation sans mémoire nationale comme les politiques suicidaires de l'immigration contrôlée par une fédération nullement intéressée à notre présence collective arrangent l'inévitable pour nous le relancer

en pleine figure avec toute l'ironie sardonique dont elle est capable.

Car, ne plus avoir de mémoire de soi, c'est être occupé entièrement de la mémoire de l'autre.

C'est pourquoi le français tend à disparaître là où il devrait être aux premières loges de notre vouloir vivre collectif et unanime. Il n'y a donc pas de plus belle définition de l'aliénation de tout un peuple. Le résultat est probant et enchante les fossoyeurs de notre identité culturelle et de civilisation. Le canadianisme, chez nous, c'est la *Belle Province* et notre absence conséquente à l'international.

Nous avons droit aux sucreries de ces menteurs qui nous promettent mer et monde, si nous restons bien tranquilles au fond de leur poche, soumis, il va sans dire, à la seule mentalité mercantile d'un peuple sans histoire et qui n'a plus rien du tout, quant à sa représentativité réelle, c'est-à-dire diplomatique, au sein des Nations du monde.

1-Pages 78-79. Cf. : *SRI AUROBINDO, L'Inde et la Renaissance de la Terre*, Paris, Institut de Recherches Évolutives, 1998, 304 pages.

Yvon Labbé – Membre du P.I. de la circonscription de Charlesbourg -



PERSPECTIVE INDÉPENDANTISTE

Le plan nord : le sous-développement érigé en système

Texte paru le 7 juin 2011 sur Vigile.net

J'ai un fils dépouillé Comme le fut son père Porteur d'eau, scieur de bois locataire et chômeur Dans son propre pays (L'alouette en colère – Félix Leclerc)

Il a annoncé son plan à Lévis, comme pour compléter le vers ci-dessus de Félix dans *L'Alouette en colère*, « qu'il ne reste plus qu'à la belle vue sur le fleuve. »

Ne nous trompons pas ! C'est ce qui risque d'arriver car le gouvernement du Québec procède actuellement à la plus grande braderie de l'histoire du Québec moderne.

Les ressources minières, dont le sous-sol québécois abonde, sont finies, en ce sens qu'ils ne se renouvellent pas. Et elles ne perdraient rien à attendre, surtout au moment où on assiste à une ruée mondiale inégalée. Pas besoin d'avoir un doctorat en économie ou de brandir un titre prestigieux comme celui d'ancien premier ministre ou de critique du Bloc Québécois en matière d'économie pour savoir que dans une telle situation, le Québec est en position de force pour inscrire son développement économique dans la durée, de s'assurer que ces ressources profitent à tous et surtout aux générations futures.

Mais pour cela, il faut que l'on voit dans le développement économique autre chose que de vastes projets d'exploitation de ressources naturelles, ce qui, pour le Canada, et partant pour le Québec, demande de rompre avec une tradition vieille de quatre siècles.

Dans son excellent livre de 1980, *The Question of Separatism*, qui vient d'être réédité, Jane Jacobs déplorait la nature coloniale de l'économie canadienne – et québécoise. Elle a démontré aussi comment cette obsession des grands plans d'exploitation de ressources naturelles a freiné le développement réel de l'économie. Aujourd'hui, on appelle pudiquement les pays qui ne planchent que sur leurs ressources naturelles, des « pays en voie de développement ». Les moins pudiques les appelle le « tiers monde » ou des « pays en voie de sous-développement. »

« Le Canada exploite et exporte ses ressources, écrivait Jane Jacobs en 1980, et néglige le développement d'industries et de services fondés sur le secteur manufacturier ou sur les inventions qui exigent de la fabrication. Il s'agit d'une approche de l'économie profondément coloniale, mais dans le cas du Canada, le colonialisme n'est pas imposé. Le Canada préfère le colonialisme.

« L'expérience au Canada nous démontre que les fortunes les plus importantes et celles obtenues le plus rapidement, qu'elles soient publiques ou privées, sont celles qui viennent des ressources : la fourrure, le bois, les pommes, le charbon, le fer, le nickel, l'or, le cuivre, l'argent, le blé, le cobalt, le poisson, l'uranium, l'hydroélectricité, l'aluminium, la potasse, le pétrole, le gaz — pour n'en nommer que les plus importantes. »

Mme Jacobs poursuit en expliquant qu'une société, comme un individu, est formée par son expérience. L'histoire canadienne de projets d'enrichissement rapide grâce aux ressources naturelles a conditionné toutes les institutions canadiennes, du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux, en passant par les banques et toutes les autres institutions financières. Tous en sont éblouis. Comment résister à ce tape-à-l'œil de l'enrichissement rapide – les pétrolières et gazières d'Alberta, les minières de la Bourse de Toronto (Barrick, Goldcorps, Arcelor Mittal,...) ? Leur richesse est tellement éblouissante que les dirigeants politiques de peu d'envergure y courent pour s'y associer en investissement de faramineuses sommes d'argent public pour construire routes, voies ferrées, barrages, réseaux de transport d'énergie, infrastructures portuaires et aéroportuaires, pipelines et autres. Pense-t-on à ce qui se passera quand les ressources seront épuisées ou la bulle minière aura crevé ? Parties les poches pleines, les minières n'auront rien à cirer des dégâts environnementaux qu'ils auront laissés, ni encore moins des dégâts sociaux : chômage, villes et villages fantômes, déplacement des populations, routes qui ne servent plus. On l'a déjà vu et on le reverra. (*Suite à la page 11*)

(Suite de la page 10) Ce sont des habitudes dont on ne se débarrasse qu'avec une autre vision du développement économique fondée sur la diversification et la durée... jumelée à une détermination de fer. Déjà en 1980, Jane Jacobs a remarqué que, parallèlement à l'engouement canadien pour l'exploitation des ressources, beaucoup d'inventions canadiennes et québécoises prenaient la route de l'étranger pour ensuite revenir sous forme de produits manufacturés importés de pays moins entichés du glamour de l'enrichissement rapide. Pour renverser la vapeur, disait-elle, il faut soutenir constamment des activités innovatrices, même celles qui paraissent, à première vue, plutôt modestes. Mais l'argent étant déjà consacré aux ressources, il n'en reste plus pour la recherche et l'innovation. Pour illustrer son propos, elle dit que si l'économie canadienne était un zoo, il n'y aurait que des éléphants.

N'est-il pas étonnant de voir les sommes énormes consacrées pour faciliter l'exploitation des ressources minières par des entreprises privées déjà archi riches, comparées aux miettes investies dans l'électrification du transport collectif au Québec, par exemple ? Il s'agit pourtant d'une voie qui permettrait au Québec de développer son secteur manufacturier et de s'affranchir de sa dépendance du pétrole importé ? Tant de sommes pour les minières sans exigence d'une participation de sociétés d'État aux profits, ni assurance de redevances équitables, ni garantie de transformation secondaire et tertiaire des ressources, mais un refus catégorique de soutenir le développement fondé sur la technologie du moteur roue mis au point au Québec ? La liste est longue.

Presciente, Jane Jacobs nous a invités, dans *The Question of Separatism*, à nous inspirer de l'exemple de la Norvège et de la Suède, pas seulement sur le plan politique – la Norvège s'est séparée de la Suède, en 1905 –, mais aussi, et peut-être surtout, sur le plan économique. Contrairement au Québec, la Norvège, pays de 4,7 millions d'habitants qui abonde en ressources naturelles, inscrit son développement résolument dans la durée grâce à ses sociétés d'État, à son fonds souverain et à une kyrielle de mesures législatives qui feraient rougir de honte les décideurs québécois.

Robin Philpot, éditeur et écrivain indépendantiste



Le Parti indépendantiste en action !

Le Parti

indépendantiste à la Journée nationale des Patriotes

Des membres du Parti indépendantiste de la région de la Capitale-Nationale se sont joints, le 23 mai 2011, à une cérémonie commémorative organisée en l'honneur des Patriotes de 1837-1838. Ce jour férié, du printemps, anciennement dédié au souvenir du patriote Dollard-des-Ormeaux, vise à rappeler, à la mémoire de la population québécoise, la lutte pour l'indépendance nationale des Québécois, de l'époque.

Richard Gendron, président du Parti indépendantiste, dans la circonscription de Taschereau, a rappelé à l'assistance que les Québécois vivent encore dans un système injuste pour leur nation, le Canada et qu'il fallait à tout prix l'indépendance du Québec.



<http://adhesion.parti-independentiste.org/index.php>

POUR REJOINDRE LA RÉDACTION :**Rédacteur : Grégoire Bonneau****Courriel : info@parti-independantiste.org****POUR REJOINDRE LE CHEF OU AUTRES AUTEURS DE CHRONIQUE :****Courriel : info@parti-independantiste.org****Bien signifier : À l'attention de ...**

Retournez le coupon pour l'abonnement à La Conscience Nationale

Nom : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____ **App. :** _____

Rue : _____ **Municipalité :** _____

Code postal : _____ **Téléphone :** _____ **Courriel :** _____

Cotisation de membre : 20\$ pour 9 numéros _____ **Poste : ___ ou Courrier électronique :** _____

Complétez et postez au :

**Parti indépendantiste
1440, rue de Champigny
Montréal, Québec
H4E 1L8**